

GRAIN en 2019

L'essentiel de nos activités



Sommaire

À propos de GRAIN	3
Un aperçu de l'année	4
Les grandes entreprises, le pouvoir et le système alimentaire mondial	5
<i>Les agriculteurs portent un coup au RCEP</i>	
<i>La légalisation du vol organisé par les multinationales en Afrique</i>	
<i>Une refonte du site de bilaterals.org, qui fête ses 15 ans</i>	
L'accaparement des terres et les luttes pour la terre	8
<i>Farmlandgrab.org : les 10 ans du centre de documentation en ligne</i>	
<i>Soutien à l'Alliance contre les plantations industrielles en Afrique de l'Ouest et du Centre</i>	
<i>Encadré : Recourir aux tribunaux : les actions en justice contre les plantations de palmiers à huile</i>	
<i>Le Brésil entre feux et fumées</i>	
Le contrôle des semences par les peuples	13
<i>La biofortification comme stratégie commerciale</i>	
<i>Productions multimédias</i>	
<i>Pour la défense des semences : Amérique latine</i>	
La souveraineté alimentaire pour lutter contre la crise climatique	18
<i>Audit climatique de l'accord de libre-échange UE-Mercosur</i>	
<i>De Santiago à l'Espagne : être présents au contre-sommet de la COP25</i>	
<i>Changer le discours sur le changement climatique en Afrique</i>	
Faire passer l'information	22
GRAIN 2019 en chiffres	23
L'équipe de GRAIN en 2019 : sur la carte du monde	24
Dans les coulisses de GRAIN	26
<i>Fêtons notre 30e anniversaire avec nous !</i>	
Annexe : Liste des publications de GRAIN en 2019	28

Photo de couverture : Le port de pêche de Mbour au moment où les pêcheurs apportent les prises du soir. L'équipe de GRAIN y a effectué une visite à l'occasion de notre réunion annuelle au Sénégal en octobre 2019.

À propos de GRAIN

GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur des systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité.

Notre stratégie repose sur deux piliers : le travail d'information et la constitution de mouvements.

Notre spécialité est de suivre et d'analyser les évolutions qui affectent la vie des communautés paysannes et rurales. Parce que nous sommes une organisation décentralisée et que notre équipe est répartie dans le monde entier, nous sommes capables de suivre la situation sur le terrain et de travailler avec les partenaires de première ligne. Nos publications sont destinées à l'information de nos partenaires, des responsables politiques et du grand public. Elles constituent également un outil essentiel pour constituer des mouvements et soutenir les luttes dans le monde. GRAIN s'efforce depuis longtemps de constituer des réseaux, de renforcer les capacités et de soutenir le développement des stratégies parmi les organisations et les militants. Nous savons que la lutte pour défendre les petits paysans et la souveraineté alimentaire est longue et difficile et qu'elle ne peut être menée que de manière collective.

Notre travail s'articule autour de quatre thèmes étroitement liés :

- ✓ Les grandes entreprises, le pouvoir et le système alimentaire mondial
- ✓ L'accaparement des terres et les luttes pour la terre
- ✓ Le contrôle des semences par les peuples
- ✓ La souveraineté alimentaire pour lutter contre la crise climatique



L'équipe de GRAIN en 2019

Un aperçu de l'année

Le monde était en feu en 2019.

La cathédrale Notre-Dame a pris feu et des manifestations ont empli de fumée les rues de Paris toute l'année.

Bolsonaro a provoqué la fureur au Brésil et les feux de forêt ont ravagé plus de 125 000 hectares de la forêt amazonienne.

Les incendies en Californie et les feux de brousse en Australie ont eu des impacts dévastateurs sur les populations, l'environnement local, les productions et les animaux, grands ou petits.

On a aussi assisté à des incendies au sens figuré : des incendies d'indignation et d'action militante ont donné lieu à des manifestations de l'Algérie à la Catalogne et de l'Indonésie à Hong Kong. Les gouvernements ont été renversés en Bolivie et en Irak, au Soudan et au Liban. Des appels à la démocratie, à l'intégrité et à la justice ont été entendus du Chili jusqu'en Inde. Certains appellent 2019 la Vague mondiale de protestation.

Ces incendies ont été déclenchés par des forces auxquelles nous sommes confrontés dans l'ensemble de notre travail : au sens concret, la crise climatique, exacerbée par la finance internationale et le contrôle des grandes entreprises. Au sens figuré, les politiques gouvernementales, qui ont un impact sur la stabilité économique, la dignité, la justice et la souveraineté des citoyens. Nous faisons certains de ces rapprochements dans nos publications, en établissant un lien entre les fonds de pension et les terres agricoles en feu au Brésil ou les propositions d'accords commerciaux qui menacent les producteurs laitiers en Inde. Et nous avons accompagné des groupes sur les lignes de front des manifestations et des luttes, en soutenant le Sommet des peuples pour le climat à Santiago, au Chili et à Madrid, en Espagne, au contre-sommet de la COP25 et en rendant visite à des communautés déplacées et défavorisées riveraines des plantations industrielles de palmiers à huile en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Si nous avons fait notre part pour éteindre les incendies l'année dernière, nous reconnaissons également l'importance du brûlage : pour nettoyer le terrain de structures anciennes et malsaines, éliminer les maladies, libérer les graines et encourager une nouvelle croissance. Nous espérons qu'en lisant ce résumé des points forts de l'année, vous ressentirez l'envie d'agir pour un monde plus juste, plus résilient et plus démocratique où la souveraineté alimentaire renaît de ses cendres.

Dans l'espérance et la solidarité,

L'équipe de GRAIN

Les grandes entreprises, le pouvoir et le système alimentaire mondial



- ✓ Lutter contre la mainmise actuelle croissante des grandes entreprises sur le système alimentaire mondial.
- ✓ Analyser l'impact du pouvoir des entreprises sur les petits producteurs alimentaires.
- ✓ Établir un lien entre le pouvoir des entreprises et la crise alimentaire, le contrôle des ressources et les relations commerciales mondiales.

Les agriculteurs infligent un revers au RCEP

Le RCEP est le Partenariat économique global régional, un accord commercial méga-régional de 16 pays en Asie de l'Est. S'il était adopté, ce serait le plus important accord commercial au monde. Des négociations sont en cours depuis que l'accord a été initialement proposé en 2012.

Cette année, la série de revers enregistré par le RCEP dans la région Asie-Pacifique a eu raison des clauses UPOV91 et ISDS. En Inde, l'unité et l'ampleur des mouvements sociaux ont finalement forcé le gouvernement à se retirer de cet accord commercial.

Cette décision très importante intervient après une mobilisation permanente et organisée de larges secteurs de la société civile à travers le pays et la région. Les agriculteurs indiens, en particulier ceux du secteur laitier, auraient subi l'impact négatif du RCEP. Le retrait de l'Inde va probablement accentuer la pression sur d'autres pays pour qu'ils se retirent du partenariat.

GRAIN a été présent à plusieurs cycles de négociations et a aidé à maintenir la mobilisation de la société civile au cours de ces dernières années. En 2019, nous avons aidé les agriculteurs à préparer des présentations lors du cycle de négociations de Bali. Nous avons contribué à des projets de lettres demandant aux pays du RCEP de ne pas adhérer à l'UPOV91, puis les avons diffusés parmi nos réseaux et collecté des signatures. Nous avons pris la parole lors d'ateliers et fourni des ressources aux agriculteurs, aux syndicats et à d'autres groupes pour agir contre les avancées des négociations – et nous avons participé à ces rassemblements et manifestations contre le RCEP. Nous avons préparé du matériel d'information expliquant l'impact potentiel du RCEP sur l'accaparement des terres et le secteur laitier en Inde, prévoyant le rôle extrêmement important de l'industrie laitière dans ces négociations commerciales. Nous avons aidé des



En Inde, des producteurs laitiers manifestent contre le Partenariat économique global régional (RCEP). Sous la pression des agriculteurs et de la société civile, l'Inde s'est retirée des négociations en novembre 2019. Crédit photo : KRRS (Karnataka Rajya Ryot Sangha - membre de La Via Campesina, Inde)

groupes à faire passer leur message dans la presse et nous avons également adressé aux médias un message clair : empêcher que l'agriculture et les produits laitiers fassent partie des négociations du RCEP.

Même si nous ne pouvons pas revendiquer une « victoire », nous sommes enthousiasmés par cette petite avancée – et l'énorme mobilisation des organisations d'agriculteurs – en faveur de la protection de la petite agriculture familiale en Inde. Nous continuerons de nous mobiliser et d'être vigilants à mesure que les négociations se poursuivront pour ce méga-accord commercial.

La légalisation du vol organisé par les multinationales en Afrique

L'ombre d'autres accords de libre-échange (ALE) pèse sur l'Afrique. L'initiative de Zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC) récemment lancée revêt une importance cruciale. Nous avons poursuivi notre travail de sensibilisation sur la ZLEC et sur la manière dont son programme de libéralisation affectera les petits exploitants agricoles, les groupes vulnérables comme les femmes et les jeunes et les économies dans toute l'Afrique.

En mai, nous avons participé à un atelier régional sur le secteur agricole de la Communauté d'Afrique de l'Est. GRAIN a préparé une présentation intitulée : « ALE : la légalisation du vol organisé par les multinationales et la menace pour les semences paysannes », révélant le lien entre les échanges commerciaux et les programmes de politique semencière. La réunion a servi à relier les discussions politiques aux réalités locales et à créer un espace de mobilisation pour construire des campagnes de plaidoyer dans toute la région. De même, cette rencontre a permis d'attirer l'attention sur les nombreux pays africains

qui sont confrontés à la décision d'approuver la législation et les processus d'harmonisation sur les semences, en particulier l'UPOV91. À la suite de cette réunion, les groupes ont convenu de poursuivre les débats chez eux pour adapter les campagnes à leur contexte pour un meilleur plaidoyer. Pour une analyse plus approfondie, on pourra consulter régulièrement la section spéciale de bilaterals.org sur les accords de libre-échange africains et les publications GRAIN à venir.

Une refonte du site bilaterals.org, qui fête ses 15 ans

Bilaterals.org vise à soutenir les mouvements engagés dans des luttes contre les accords d'investissement et de libre-échange. GRAIN y participe, avec d'autres organisations. Une nouvelle version améliorée du site web a été lancée cette année, alors que bilaterals.org célèbre son 15e anniversaire. Soucieuse que cette plateforme conserve l'esprit d'une publication ouverte et collaborative, l'équipe a recueilli des avis pour évaluer les besoins et les attentes des utilisateurs afin de maintenir l'intérêt et l'utilité du site. Ce processus de consultation a confirmé que bilaterals.org est considéré comme un outil unique, utile à des militants d'horizons très divers. Il reçoit la visite de plus d'un million de personnes différentes chaque année.

Il présente de nouvelles caractéristiques importantes, parmi lesquelles un nouveau design, un moteur de recherche amélioré et de nouvelles sections sur des accords commerciaux régionaux spécifiques. Les trois langues principales continuent d'être l'anglais, le français et l'espagnol, mais il existe également un nombre croissant de documents dans d'autres langues, comme le bahasa indonésien, le japonais et le portugais, et nous espérons que cette diversité se maintiendra.

Le champ couvert par le projet continue de se développer : l'équipe répond souvent aux demandes ponctuelles de groupes du monde entier, qui vont de la création de nouvelles pages à la publication de projets de textes de négociation qui ont été divulgués ou d'autres documents restés confidentiels.



La nouvelle version du site bilaterals.org offre un espace consacré à des accords commerciaux régionaux spécifiques comme le RCEP ainsi qu'un nouveau design, un moteur de recherche amélioré et des documents en plusieurs langues

L'accaparement des terres et les luttes pour la terre



- ✓ Dénoncer l'assaut massif dirigé par les investisseurs, les spéculateurs et l'agrobusiness sur les terres agricoles fertiles.
- ✓ S'assurer que l'accaparement des terres reste en haut de la liste des priorités mondiales.
- ✓ Mettre en place des alliances et des stratégies pour mettre fin à l'accaparement des terres.

Farmlandgrab.org : les 10 ans du centre de documentation en ligne

Ce site, mis à jour presque quotidiennement avec de nouveaux articles, est un centre de documentation réunissant rapports et articles de presse sur les problèmes d'accaparement des terres dans le monde. Nous envoyons également chaque semaine un résumé des faits marquants en anglais, en espagnol, en français et dans autres langues à plus de 10 000 abonnés. Le site vise à servir de source d'information à ceux qui suivent ou étudient la question, en particulier les militants des mouvements sociaux, les organisations non gouvernementales et les journalistes. À mesure que l'accaparement des terres continue d'affecter toujours plus de terres agricoles et de communautés rurales dans le monde, la demande pour ce service connaît une hausse constante. Le site est régulièrement utilisé par des organisations et alliances de première ligne œuvrant contre l'accaparement des terres, pour la publication de communiqués ou de documents collectifs ou pour faire connaître des informations divulguées importantes pour leurs luttes.

Soutien à l'Alliance contre les plantations industrielles en Afrique de l'Ouest et du Centre

L'alliance régionale contre les plantations de palmiers à huile en Afrique de l'Ouest et du Centre est composée d'environ une douzaine de petites organisations de base qui défendent le contrôle de leur communauté sur leurs territoires, contre des entreprises qui tentent de s'emparer de terres pour des plantations de palmiers à huile et d'autres plantations industrielles. L'alliance fonctionne en mettant en relation des dirigeants locaux, en particulier des femmes, et en leur permettant d'échanger sur leurs expériences, d'élaborer des stratégies et des actions collectives, de construire des outils et d'unir leurs voix et leurs luttes dans la région et à l'international. L'alliance a convergé au cours des six dernières années avec l'aide à la coordination de GRAIN et du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) et s'est maintenant structurée au sein d'un outil géré localement au service des communautés et des



L'alliance régionale contre les plantations industrielles de palmiers à huile en Afrique de l'Ouest et du Centre a organisé un certain nombre de réunions et rassemblements importants en 2019

groupes de la région dans leur lutte contre les plantations de palmiers à huile.

L'année dernière, l'alliance a organisé un certain nombre de réunions et d'activités clés :

- ✓ En février 2019, une délégation de solidarité internationale comprenant des membres de l'équipe de GRAIN s'est rendue à Port Loko, en Sierra Leone, pour aider, conseiller et élaborer des stratégies avec une communauté qui a réussi à récupérer les terres d'une plantation de palmiers à huile grâce à une action en justice.
- ✓ En mai 2019, l'alliance a organisé à Abidjan, en Côte d'Ivoire, une réunion de 4 jours qui a regroupé 31 participants de 10 pays d'Afrique de l'Ouest. Cette réunion a été importante dans l'histoire de l'alliance, car elle lui a permis de se structurer pour devenir un outil fonctionnel vital pour les communautés et les groupes locaux de la région dans leur lutte contre les plantations de palmiers à huile, et qui est géré au niveau local.
- ✓ L'alliance a également organisé toutes sortes d'autres activités, notamment des échanges entre des villages au Libéria et en Côte d'Ivoire pour renforcer la capacité des communautés à résister à l'accaparement de terres à grande échelle organisé par les concessions des multinationales et les élites locales. De plus, les membres de l'alliance dans plusieurs pays ont mobilisé pour organiser des actions le 21 septembre, Journée internationale de lutte contre les plantations d'arbres en monoculture, et organisé un front commun contre les violences

sexuelles et les abus à l'encontre des femmes dans les plantations.

L'alliance a également publié plusieurs publications clés cette année pour informer sur sa lutte collective :

- ✓ Briser le silence : violences à l'encontre des femmes à l'intérieur et autour des plantations industrielles de palmiers à huile et d'hévéas (publié le 8 mars 2019), un rapport collectif documentant et dénonçant les cas d'abus contre les femmes, avec cet appel à l'action : ARRÊT IMMÉDIAT du harcèlement, des violences sexuelles et des abus à l'encontre des femmes dans et autour des plantations industrielles de palmiers à huile et d'hévéas !
- ✓ Brochure : 12 tactiques utilisées par les entreprises d'huile de palme pour accaparer les terres des communautés (avril 2019) - Un manuel de formation illustré basé sur les expériences des membres de l'alliance et le retour d'expérience, pour renforcer leur résistance et leur permettre de mieux se préparer à empêcher les entreprises d'établir des plantations industrielles de palmiers à huile sur leurs terres.
- ✓ En Afrique, les communautés résistent à l'accaparement des terres destinées à la production d'huile de palme (septembre 2019) - publié pour la Journée internationale de lutte contre les plantations en monoculture, un état des lieux actualisé des plantations, des concessions et des sociétés de palmiers à huile, avec une conclusion encourageante : les luttes des communautés pour défendre leur les terres ralentissent l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile dans la région.

Recourir aux tribunaux : les actions en justice contre les plantations de palmiers à huile

Dans le prolongement de son travail de longue date contre l'accaparement des terres, GRAIN a soutenu plusieurs actions en justice lancées par des communautés pour obtenir la restitution de leurs terres par les groupes Socfin et Bolloré, de grandes entreprises européennes impliquées dans la production d'huile de palme et de caoutchouc en Asie et en Afrique.

En mai, plusieurs organisations camerounaises ont intenté une action judiciaire inédite en France contre Bolloré S.A. GRAIN a été invité à s'associer légalement à la poursuite avec plusieurs autres ONG européennes et internationales. Cette action judiciaire sans précédent, lancée par le collectif d'ONG contre le groupe Bolloré, a fait des vagues dans les médias et a été mentionnée dans près d'une centaine d'organes de presse.

En octobre, nous avons soutenu une action en justice engagée par plus de 100 familles autochtones Bunong de l'est du Cambodge contre Bolloré. Ces événements ont entraîné une forte couverture médiatique, soutenue par GRAIN, notamment à travers des discussions stratégiques, un soutien à la traduction et la création d'alliances.

Le Brésil entre feux et fumées

Comme nous l'avons vu d'une manière terriblement claire avec les incendies dévastateurs au Brésil, les terres et les moyens de subsistance sont de plus en plus menacés par la déforestation, les industries extractives, les mégaprojets et l'agro-industrie - tous alimentés par les intérêts des entreprises et soutenus par la législation gouvernementale.

Pour donner suite à la publication de révélations explosives sur l'accaparement de terres au Brésil par des fonds de pension, GRAIN a continué de collaborer avec le réseau Rede Social de Justiça e Direitos Humanos tout au long de cette année. Nous nous sommes rendus à Washington pour des réunions stratégiques de l'alliance de groupes appelant à mettre fin aux investissements des fonds de pension et de dotation dans les terres agricoles, mais aussi à Boston, pour coordonner avec Harvard Divest et d'autres groupes étudiants qui font pression sur le fonds de dotation de Harvard pour qu'il se désengage des investissements dans les terres agricoles et d'autres investissements éthiquement douteux. En octobre, GRAIN, avec Rede Social, Friends of the Earth USA et la National Family Farm Coalition, a publié un autre rapport accablant sur les acquisitions de terres agricoles par Harvard et le gestionnaire de fonds de pension américain TIAA, établissant un lien entre leurs exploitations agricoles et des zones précises sur la carte qui subissent des incendies dans une région de savane tropicale au Brésil



connue sous le nom de Cerrado. Du fait de notre travail sur les accaparements de terres au Brésil et dans d'autres pays organisés par ces institutions financières américaines et européennes, ces dernières ont eu plus de mal à lever des fonds. Notre action a également permis de renforcer le soutien et les liens entre les communautés et les groupes affectés qui peuvent faire pression sur les entreprises étrangères responsables de l'accaparement de leurs terres.

Sur le terrain au Brésil, GRAIN a participé à une émission en direct sur la destruction de l'Amazonie et du Cerrado et a produit un rapport sur les incendies et autres récits liés au changement climatique du point de vue des pays du Sud. De plus, GRAIN a pris part à une série d'événements attirant l'attention sur des cas d'accaparement des terres et des changements dans la législation affectant les terres, en particulier dans la région du Cerrado, riche en biodiversité. Enfin, nous participons à une collaboration naissante entre des groupes de soutien aux territoires collectifs au Brésil, autour de mouvements populaires et d'initiatives locales qui font campagne pour préserver leurs terres et territoires face à une nouvelle loi foncière nationale qui permet une privatisation massive de terrains publics et inoccupés au Brésil à des prix très bas.

Le contrôle des semences par les peuples



- ✓ S'opposer aux lois sur les semences et la propriété intellectuelle dictées par les grandes entreprises.
- ✓ Révéler le niveau sans précédent de l'emprise de l'industrie sur les semences et les pressions exercées pour imposer les OGM.
- ✓ Développer les mouvements naissants de conservation et d'échange de semences.

La biofortification comme stratégie commerciale

Cette année, nous avons publié un rapport interrégional, Cultures biofortifiées ou biodiversité ? La bataille pour de véritables solutions à la malnutrition a commencé. Le rapport met en évidence les liens entre les entreprises à l'origine de ces nouvelles cultures et soutient que la biodiversité et l'agroécologie gérées par les agriculteurs sont des approches plus efficaces pour traiter les problèmes de nutrition dans tous les contextes. Comme le déclare Sylvia Mallari de la Coalition populaire pour la souveraineté alimentaire, citée dans le rapport : « La biofortification est une stratégie commerciale, pas une solution à la malnutrition globale. » Le rapport critique le battage médiatique organisé par les entreprises autour de ces « super » cultures (riz « doré » et « super » banane), dénonce la manipulation du problème de la faim et souligne le rôle des femmes dans la nutrition familiale. GRAIN a lancé un appel à l'action à destination des groupes de femmes et des organisations paysannes pour former une coalition afin de boycotter les cultures et les aliments biofortifiés et appeler à des politiques et à des investissements qui renforcent les cultures locales, l'agroécologie et la

souveraineté alimentaire. Le rapport complet a été rédigé en anglais et traduit en français, en espagnol, en kiswahili et en indonésien bahasa, et a été largement diffusé, que ce soit au congrès régional de la Via Campesina - CLOC à Cuba ou au congrès des femmes de Solidaritas Perempuan en Indonésie.

Le rapport et les ressources annexes sur la biofortification ont été traduits en espagnol et en français ainsi qu'en kiswahili, en indonésien bahasa et en tagalog (comme illustré ici) pour permettre leur utilisation par des agriculteurs et des communautés locales du monde entier





La Kenyan Peasants League, partenaire de la Vía Campesina au Kenya, a fait traduire l'affiche en cinq langues kényanes pour que les agriculteurs puissent l'utiliser

Productions multimédias

Cette année, nous avons présenté notre travail sur les semences sous différents types de formats. La première approche a consisté à traduire les documents dans d'autres langues pour accroître leur diffusion auprès de nouveaux publics. Nous avons notamment réalisé une version espagnole d'un rapport grand public, Les vrais producteurs de semences, en se concentrant sur les systèmes de semences gérés par les agriculteurs en Afrique. Ce rapport a été reproduit des centaines de fois et distribué dans toute l'Afrique, à l'intention des agriculteurs et des organisations locales. Certaines organisations ont adapté les résultats pour créer leurs propres publications à utiliser dans leur contexte. Une affiche a également été élaborée avec les messages clés, dans un format visuel facile à lire, et traduite dans les langues locales. Avec le travail de distribution, de traduction et d'adaptation qui a été réalisé, nous pouvons en conclure que ce matériel est très pertinent pour les communautés sur le terrain et en particulier pour les agriculteurs dans toute l'Afrique !

Nous avons ensuite traduit une bande dessinée initialement publiée en espagnol, Semences en résistance, en anglais, en français et en portugais. Ces ressources visent à éclaircir la question complexe de la législation sur les semences en intégrant des images et des récits, et viennent s'ajouter à un ensemble plus vaste de documents multimédias comprenant un documentaire et un court métrage d'animation. Le court métrage a également été traduit cette année en allemand,

en français et en italien. Nous nous sommes ensuite aventurés dans le monde des cours en ligne avec l'Instituto La Fuente et l'Alianza Biodiversidad, en offrant un cours sur le même thème que ces ressources : *Semences, biens communs ou propriété d'entreprise ?* Il a été proposé en espagnol à une centaine de participants de toute l'Amérique latine.

En Afrique, nous avons animé les deux premières « Conversations avec les agriculteurs », une réunion virtuelle où les agriculteurs et les membres de la société civile d'Afrique orientale et australe partagent leurs points de vue sur les problèmes auxquels sont confrontés les agriculteurs. Ces conversations enrichissantes sont menées par de petits agriculteurs qui parlent de leur réalité sur le terrain. Cette conversation a offert aux agriculteurs et aux groupes de tout le continent un espace pour se réunir et partager leurs points de vue sur l'harmonisation des semences, réfléchir à la construction d'un mouvement pour protéger les semences africaines et faire ressortir la nécessité pour les agriculteurs et les Africains de lutter pour se réapproprier le récit autour de la nourriture et de leurs systèmes alimentaires.

Pour la défense des semences : Amérique latine

En Amérique latine, nous continuons d'être vigilants pour défendre les systèmes semenciers locaux contrôlés par les agriculteurs. Du Mexique au Cône Sud, l'équipe de GRAIN est active dans les réseaux, les réunions et les campagnes.

En mars, le personnel de GRAIN a aidé à coordonner l'Assemblée annuelle du Réseau de défense du maïs au Mexique, à laquelle ont participé plus de 500 personnes d'au moins 16 États du pays. Cette rencontre entre des personnes et des communautés qui luttent pour la vie des « gens qui défendent le maïs et vivent avec lui » a été un véritable succès. En septembre et octobre, nous avons participé à l'élaboration d'une déclaration collective contre la nouvelle loi censée protéger le maïs au Mexique. Nous avons travaillé avec des groupes pour publier une autre déclaration en novembre contre



Les documents de GRAIN sont présentés aux côtés de beaucoup d'autres de l'ANA (Articulação Nacional de Agroecología) à Curitiba, au Brésil

la proposition de réforme de la loi fédérale sur les variétés végétales, en rejetant l'UPOV dans son ensemble et en plaidant contre la privatisation des semences et, finalement, contre la privatisation du vivant.

En Argentine, l'équipe de GRAIN a participé activement à des campagnes contre la loi sur les semences de Bayer-Monsanto et la résistance au blé OGM, notamment à plusieurs manifestations et événements publics, et a également réalisé des interviews et des publications en ligne. Une partie de cette campagne a fait intervenir la participation de l'équipe à la Semaine d'action pour la souveraineté alimentaire et contre le projet de loi sur les semences « Bayer-Monsanto » en février, qui n'a pas été débattu et n'est plus à l'ordre du jour du parlement. GRAIN a soutenu les activités à travers des informations, des analyses, des articles et la coordination de la campagne.

Au Brésil, nous avons participé à l'assemblée plénière annuelle de l'ANA (Articulação Nacional de Agroecologia) à Curitiba, où nous avons discuté des stratégies locales autour des terres collectives, des semences et de l'agroécologie, des connaissances traditionnelles et de la biopiraterie. GRAIN est également membre du groupe de travail de l'ANA sur la biodiversité, qui travaille sur le suivi des lois sur les semences, la contamination par les OGM, l'étiquetage des produits, le lancement de nouvelles technologies et de nouveaux produits, ainsi que l'utilisation et les rejets de pesticides, ainsi qu'une nouvelle campagne en faveur d'un projet de loi visant à mettre en œuvre un programme national de réduction des pesticides. En octobre, le groupe de travail sur la biodiversité a également produit une [vidéo d'information](#) sur le forçage des gènes et la manipulation génétique dans l'agriculture à destination du public brésilien.

Une partie importante du travail sur les semences de GRAIN en Amérique latine se fait en collaboration avec Alianza Biodiversidad, une plateforme collective d'une douzaine d'organisations et de mouvements en Amérique latine, et les éditeurs de la publication trimestrielle *Revista Biodiversidad, sustento y culturas*. Cette année, la *Revista* a publié son 100^e numéro, avec une rétrospective sur 25 ans couvrant les luttes et les espoirs dans la région. Il a été présenté à diverses occasions au Mexique, en Équateur et en Argentine. L'Allianza a également tenu sa réunion semestrielle, cette année au Paraguay. Dans le même temps, nous avons participé à un séminaire public sur

Le magazine latino-américain a publié son 100^e numéro en 2019

l'agro-industrie et la souveraineté alimentaire à la Bibliothèque du Congrès du Paraguay, avec plus de 250 personnes présentes.

Avant la réunion, les participants ont participé à un atelier participatif sur la création de l'atlas de l'agro-industrie et des cultures OGM dans le Cône Sud. L'atelier a dialogué avec plus de 40 représentants de groupes paysans, sociaux, écologiques et de communication du Cône Sud, notamment des participants de l'équipe GRAIN qui ont apporté plus de 20 ans de recherche sur les impacts de l'imposition de soja génétiquement modifié et résistant au glyphosate dans la région. Le projet multimédia en préparation fait une analyse des OGM et des grands projets d'infrastructure et de leurs effets sur la terre, les semences, l'eau et les biomes. Il met aussi en évidence les résistances des mouvements sociaux, des communautés locales et en particulier des mouvements de femmes.



L'équipe de GRAIN participe à l'élaboration d'un atlas des activités agro-industrielles dans le Cône Sud au Paraguay, en 2019



La souveraineté alimentaire pour lutter contre la crise climatique



- ✓ Attirer l'attention sur le système alimentaire industriel comme l'un des principaux responsables de la crise climatique.
- ✓ Constituer des réseaux et fournir des données pour relier l'alimentation et le climat.
- ✓ Présenter la souveraineté alimentaire et l'agroécologie comme des éléments importants de la solution.

Audit climatique de l'ALE UE-Mercosur

Alerte rouge : le traité commercial UE-Mercosur proposé entraînera une augmentation annuelle de 8,7 millions de tonnes des émissions de gaz à effet de serre générées par huit produits agricoles, soit un tiers de plus que les émissions actuelles ! GRAIN a calculé ce chiffre en effectuant un « audit climatique » des quotas agricoles des principaux produits d'exportation et d'importation définis dans le projet d'accord. Des menaces supplémentaires telles que l'accaparement des terres, la déforestation et le déplacement se profilent à l'horizon, comme on pouvait le prévoir après les incendies survenus au Brésil au cours de l'année dernière. Cet accord commercial donne un autre exemple de la façon dont les gouvernements privilégient les intérêts de l'agro-industrie par rapport une agriculture durable à petite échelle – conduisant ainsi à une destruction accrue du climat. Comme nous le disons dans le rapport, le climat et le commerce sont étroitement reliés et nous devons bloquer cet accord commercial ainsi que d'autres, similaires : « Si nous voulons vraiment réduire les émissions de gaz à effet de serre, nous devons prendre des mesures concernant les principaux mécanismes mondiaux qui favorisent le développement de l'alimentation et de l'agriculture industrielles, et les accords commerciaux figurent en tête de liste. »



L'audit climatique de l'accord de libre-échange UE-Mercosur par GRAIN a effectué le calcul des émissions attendues de certains produits agricoles clés. Le rapport et ses graphiques très utiles ont été repris par des médias et des mouvements dans le monde entier



L'équipe de GRAIN a fait de nombreuses présentations lors de sommets de la société civile parallèlement à la COP25 à Santiago et à Madrid, en faisant ressortir le lien entre le système alimentaire industriel et la crise climatique et mettant en avant l'agroécologie et la souveraineté alimentaire comme solutions.

De Santiago à l'Espagne : être présents au contre-sommet de la COP25

Lorsque le lieu de rencontre de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP) de 2019 est passé de Santiago (Chili) à Madrid (Espagne) en raison du soulèvement politique au Chili, des groupes de la société civile ont décidé de participer au Sommet des peuples de Santiago et de créer également un Sommet social parallèle à Madrid. Les deux sommets ont offert un espace pour partager et renforcer les efforts de la société civile et du mouvement social autour du climat et de la justice, afin d'interpeller les participants à la réunion « officielle » des gouvernements et des grandes entreprises de la COP25. GRAIN a pu participer aux deux espaces, grâce à la proximité géographique des membres de l'équipe. Au Chili, nous avons organisé un panel avec la LVC-CLOC, Anamuri et Acción por la Biodiversidad intitulé « Ensemble, nous pouvons refroidir la planète » devant un public de plus de 100 personnes. Nous avons également abordé dans des tables rondes le lien entre agriculture industrielle et crise climatique et les opportunités offertes par l'agroécologie paysanne et la souveraineté alimentaire. À Madrid, GRAIN a participé à la Marse de solidarité pour le climat et s'est exprimé dans trois tables rondes : *Climate, Land and Sovereignty: climate narratives on the global south territories* (Climat, terres et souveraineté : récits climatiques sur les territoires des pays du Sud) avec le Grupo Carta de Belém, basé sur la publication conjointe du même nom ; *Food Sovereignty versus False Climate Solutions* (Souveraineté alimentaire contre fausses solutions climatiques) avec LVC et le Groupe ETC, et *EU-Mercosur Trade Agreement* (Accord commercial UE-Mercosur) avec de nombreux groupes, qui présentent les résultats de notre nouvelle publication. Dans les deux rencontres, nous avons diffusé nos publications, existantes et nouvelles, à un public enthousiaste.

examine comment la convergence de la crise climatique et de la hausse des importations de produits alimentaires en Afrique mène tout droit à la catastrophe. En se concentrant sur les vulnérabilités du système alimentaire dominant actuel en Afrique, le rapport *Afrique et climat : la souveraineté alimentaire est la seule solution au chaos climatique pour l'Afrique* explique comment la souveraineté alimentaire est la seule option qui permettra à la fois de protéger l'environnement, de nourrir une population croissante et de réduire les impacts climatiques. Abordant le commerce, les semences, les programmes gouvernementaux et les initiatives des entreprises, le rapport souligne l'importance de donner la priorité aux producteurs alimentaires locaux – principalement les femmes, les cultures locales, les connaissances locales et la biodiversité locale en tant que liens essentiels pour protéger le système alimentaire africain contre des crises imminentes.



La réunion annuelle des partenaires de GRAIN en 2019 s'est tenue au Sénégal en octobre et a porté sur les questions de climat et de commerce. Avec une vingtaine de partenaires de 10 pays africains différents, plus l'équipe de GRAIN, la réunion a offert l'occasion de discuter des liens entre le commerce, l'alimentation et le changement climatique. Cette réunion a permis d'aboutir à une nouvelle réflexion stratégique et à des idées sur la façon de construire une coopération entre les groupes de justice climatique axés sur l'énergie et les groupes de souveraineté alimentaire axés sur le soutien à l'agroécologie et les semences paysannes dans toute l'Afrique. Ce travail permet à notre personnel de rencontrer des partenaires dans la région de la Casamance au Sénégal lors de la réunion annuelle de notre équipe



Tout au long de l'année, GRAIN a participé à plusieurs événements coordonnés avec des groupes africains autour du changement climatique, en faisant le lien entre l'agriculture industrielle et la crise climatique

Changer le discours sur le changement climatique en Afrique

GRAIN a commencé la réunion de l'année avec des groupes actifs sur les questions climatiques en Afrique. Nous avons rencontré 350 personnes et participé à une semaine de travail avec 50 militants de groupes de tout le pays pour lancer AFRICA VUKA, une plateforme visant à fédérer en Afrique les campagnes liées au climat pour construire un front uni. Ensuite, nous avons assisté à la Semaine africaine du climat (Africa Climate Week), une grande mobilisation avec le réseau Africa Food Sovereignty au Ghana. Nous avons soutenu la participation de cinq personnes à cet événement, qui ont ainsi pu intervenir dans les tables rondes. Parmi ceux-ci figuraient deux agricultrices et trois membres du personnel d'une organisation locale. En tant que représentants de GRAIN, nous avons également présenté l'impact du système alimentaire industriel sur le réchauffement climatique. Tout au long de l'année, nous avons participé au groupe de travail « Citoyens et agroécologie » de l'AFSA et travaillé avec La Vía Campesina Afrique. En août, nous avons assisté à la rencontre continentale africaine LVC des écoles d'agroécologie et des processus de formation au Zimbabwe.

Pour contribuer à l'élaboration d'informations sur le changement climatique en Afrique, nous avons publié cette année un rapport approfondi qui

Faire passer l'information

Un élément clé de la façon dont nous voulons réaliser le changement consiste à fournir des informations, des analyses et des données aux gens qui sont en première ligne de la lutte pour la souveraineté alimentaire. Informer le mouvement contribue à construire des stratégies de résistance en dévoilant les pouvoirs et les intérêts dissimulés derrière les manœuvres du système alimentaire. GRAIN travaille avec des mouvements sociaux alliés pour améliorer la compréhension des forces qui façonnent les systèmes alimentaires mondiaux et locaux, et de l'impact de ces forces.

Outre ces rapports de recherche approfondis, nous produisons également du matériel éducatif accessible, utile et facile à traduire et reproduire par les agriculteurs, les communautés locales et les groupes de première ligne. Cet effort s'accompagne du développement accru de documents multimédias comme des vidéos et des conversations en ligne et de la production de matériel d'accompagnement synthétisant des arguments clés sous la forme d'affiches et de graphiques. Presque tous nos documents écrits sont disponibles en anglais, français et espagnol, et beaucoup sont également disponibles dans des langues non coloniales. Ainsi, cette année, plus de documents sont proposés en portugais, en bahasa indonésien, en hindi, en japonais, en kiswahili et en tagalog.

Nous consacrons beaucoup de temps à la communication et à la sensibilisation, à la diffusion virtuelle de documents, à la publication en ligne et à la synchronisation des réseaux sociaux. À cette fin, la grande nouvelle de l'année a été le lancement du nouveau site web de GRAIN. La nouvelle version est plus propre et plus élégante, et dotée d'une fonction de recherche améliorée. Toutes les pages sont disponibles dans nos trois langues de travail. Nous espérons que le nouveau site continuera à servir de ressource pour ceux qui recherchent des informations sur les luttes pour la souveraineté alimentaire. Les réseaux sociaux constituent notre autre moyen de communication clé. Nous le considérons comme un outil important pour diffuser les mises à jour des partenaires, augmenter la visibilité des luttes sur le terrain auprès d'un public mondial et partager de nouvelles ressources – tant les nôtres que d'autres sources fiables.

Il est intéressant de noter que nous atteignons un public assez varié, par le biais de grands médias internationaux, mais aussi par les canaux des mouvements sociaux sur le terrain. Par exemple, cette année, l'équipe et le matériel de GRAIN sont apparus sur des plateformes d'information telles que The Atlantic, The Washington Post, Reuters, Newsweek et O Globo, mais aussi à travers des réseaux d'action et d'information comme La Via Campesina, le Mouvement mondial pour les forêts tropicales ou la Coalition populaire pour la souveraineté alimentaire.

Nous savons également que nos documents sont reproduits au-delà de ce que nous sommes capables de suivre et de quantifier : des vidéos sont vues lors de séances collectives, des documents sont lus sur des radios communautaires et les données sont partagées dans des présentations et des listes de diffusion. Nos publications jouent également un rôle important avec leur version papier. Nos collègues partagent des copies de nos rapports dans les réunions stratégiques, des infographies sont imprimées sur des tracts pour les rassemblements et nos magazines font le tour des ateliers dans le monde entier. Nos matériels aident à élaborer les stratégies, à fournir l'information aux campagnes et à renforcer les arguments et c'est là qu'ils sont véritablement percutants.



Illustration de Megan Basaldua, www.basalmegvinegar.com

L'équipe de GRAIN en 2019



Dans les coulisses de GRAIN

Notre administration œuvre en permanence à renforcer notre travail sur les différents programmes. GRAIN n'est pas une organisation de type administratif, et elle ne possède qu'un centre de coordination et d'administration à Barcelone. GRAIN est plutôt un collectif international dont le personnel est intégré à des activités locales et des groupes répartis dans le monde entier.

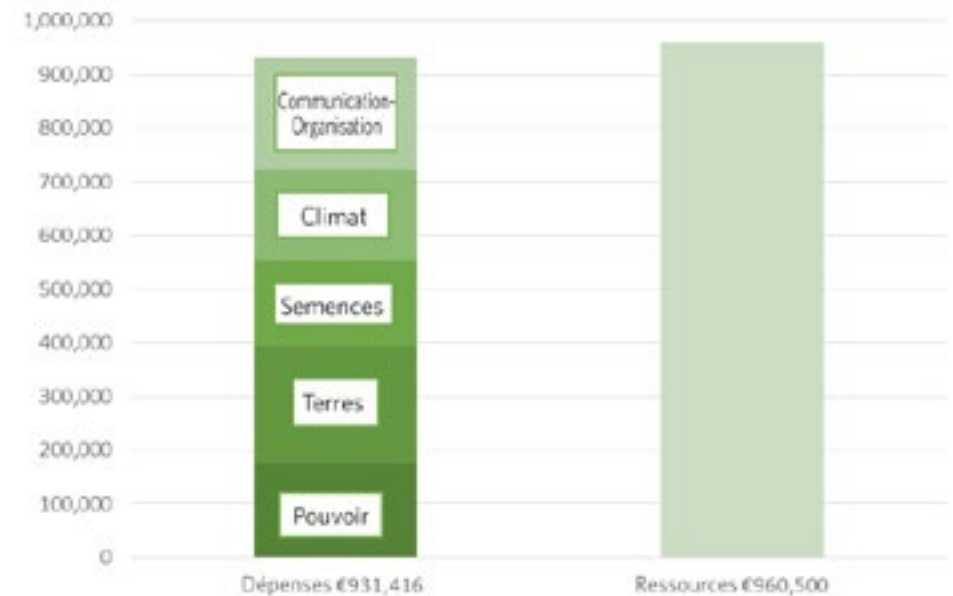
En 2019, notre équipe comptait 14 personnes basées dans 11 pays. Les nouveautés pour cette année sont notamment le départ de Marion Girard pour une autre carrière et l'arrivée de nouveaux membres au sein de l'équipe : Afsar Jafri, qui rejoint notre équipe de programme en Inde, et Alexandra Toledo, qui travaille en Espagne et contribue à nos activités de collecte de fonds et de recherche de subventions.

Notre conseil d'administration est également un groupe réduit, mais diversifié, avec des membres basés au Brésil, en France, au Nigéria et en Thaïlande. Ils définissent l'orientation de notre gouvernance et de notre travail de programme en partageant leur vision du rôle de GRAIN avec les mouvements dans lesquels chacun d'eux est activement engagé.

Chaque année, nous organisons une réunion physique pour nos collaborateurs et notre conseil d'administration. Cette année, nous nous sommes réunis au Sénégal pour plusieurs jours de réflexions sur nos travaux en cours et les activités à venir. Les membres de notre conseil d'administration se sont joints à nous pour élaborer des projets pour les années qui viennent. Nous avons également organisé une réunion avec des partenaires africains pour approfondir les questions de commerce et de climat dans la région et éclairer notre stratégie et nos travaux à venir dans ce domaine.

La collecte de fonds est également importante pour nous, en tant qu'organisation à but non lucratif. En 2019, nous avons déployé des efforts importants afin de mobiliser les ressources nécessaires pour maintenir notre solvabilité et notre stabilité. Nous évaluons avec soin les donateurs potentiels pour nous assurer qu'ils sont en phase avec nos valeurs et nous préservons notre autonomie en évitant de dépendre d'une source unique de revenu ou d'influence. Nous apprécions vivement de pouvoir bénéficier de nombreuses collaborations à long terme qui nous fournissent des ressources de fonctionnement stables. Et chaque année, nous accueillons de nouvelles organisations parmi nos donateurs. En 2019, nous avons reçu le soutien d'environ 25 bailleurs de fonds en Europe, aux États-Unis et au Japon. Une fois les besoins de dépenses de 2019 satisfaits, il nous a resté une petite marge qui nous permettra de commencer 2020 sur des bases solides. On trouvera ci-dessous une ventilation de nos revenus et dépenses par domaine de programme.

Dépenses et ressources GRAIN, 2019



Fêtez notre 30e anniversaire avec nous

En 2020, GRAIN fêtera son 30e anniversaire ! Nous espérons profiter de cette occasion pour rencontrer de nouveaux publics, de nouveaux bailleurs de fonds, de nouveaux sympathisants et de nouveaux partenaires, en nous appuyant sur trois décennies de partenariats et de collaborations. Nous avons la chance de compter sur le soutien de nombreux bailleurs de fonds engagés à nos côtés depuis longtemps, qui nous permettent de maintenir notre indépendance et nos positions politiques. Pour couvrir nos coûts et soutenir les efforts de collecte de fonds de partenaires, un effort continu est nécessaire, ce qui est toutefois de plus en plus difficile étant donné le rétrécissement actuel du champ d'action de la société civile, soumis aux menaces et aux véritables violences à l'encontre des militants de terrain qui contestent le pouvoir des entreprises. Pour ces raisons, cette année, nous déployons des efforts particuliers pour entrer en contact avec des bailleurs de fonds désireux de nous rejoindre dans la résistance. Si vous êtes intéressé ou souhaitez nous présenter quelqu'un qui pourrait l'être, veuillez nous contacter ou utiliser le bouton « Faire un don » sur notre site web. De même, si vous avez des talents dans la traduction et la relecture, nous serions heureux de recevoir l'aide de nouveaux bénévoles désireux de soutenir notre cause. Veuillez nous contacter à l'adresse [volunteer\[@\]grain.org](mailto:volunteer[@]grain.org).



Annexe : Publications de GRAIN par domaine de programme en 2019

Les grandes entreprises, le pouvoir et le système alimentaire mondial

iFuera supermercados de África! La gente con sus sistemas alimentarios propios no los necesita, 9 Janvier 2019

L'initiative « la Ceinture et la Route » : l'agrobusiness chinois se mondialise, 18 Février 2019

Tratados de libre comercio: Instrumentos de desvío de poder que sojuzgan el Derecho, 19 Février 2019

Diffamatoire ou diffamation ?, 6 Mars 2019

Toutes les crises, LA crise (le système agroalimentaire industriel est au cœur de la totalité d'entre elles), 18 Avril 2019

L'essor des super-bactéries et pourquoi l'agriculture industrielle est responsable, 29 Mai 2019

« Verdir » l'initiative la Ceinture et la Route ? Qu'en est-il des droits humains ?, 30 Mai 2019

Le secteur laitier indien menacé par de nouveaux accords commerciaux, 19 Juin 2019

US interfering in Thai move to ban glyphosate, 28 Oct 2019

L'accaparement des terres et les luttes pour la terre

Les groupes de la société civile accueillent favorablement la décision d'une banque de développement de donner suite à la plainte déposée par des communautés de la RDC contre une société d'huile de palme, 15 Janvier 2019

Conflit foncier en Sierra Leone : grave attaque contre des défenseurs des droits humains, 24 Janvier 2019

Stop land grabbing by SOCFIN in Sierra Leone! Stop the criminalisation of land rights defenders!, 21 Février 2019

Briser le silence : violences à l'encontre des femmes à l'intérieur et autour des plantations industrielles de palmiers à huile et d'hévéas, 8 Mars 2019

Tensions violentes dans les plantations de palmiers à huile de Feronia en RD du Congo, 21 Mars 2019

Brochure : 12 tactiques utilisées par les sociétés productrices d'huile de palme pour s'emparer des terres communautaires, 4 Avril 2019

Masiva privatización de las tierras públicas y los territorios colectivos en Brasil, 7 Mai 2019

Le groupe Bolloré poursuivi en justice par des ONG : une action judiciaire inédite, 27 Mai 2019

Quelle justice pour les riverains des plantations SOCFIN ?, 28 Mai 2019

Des femmes battues accueillent les actionnaires de Bolloré, 29 Mai 2019

Le nouvel accord foncier de Karuturi Global en Éthiopie doit être abandonné, 12 Juin 2019

Brasil: El pacto conservador contra la biodiversidad y los territorios de los pueblos, 03 Juillet 2019

L'accord commercial du RCEP va intensifier l'accaparement de terres en Asie, 12 Juillet 2019

En Afrique, les communautés résistent à l'accaparement des terres destinées à la production d'huile de palme, 19 Septembre 2019

Harvard and TIAA's farmland grab in Brazil goes up in smoke, 18 Octobre 2019

La lutte contre Senhuile continue !, 17 Décembre 2019

Le contrôle des semences par les peuples

Los verdaderos productores de semillas, 24 Janvier 2019

Ne nous laissons pas berner une fois de plus ! Deux décennies de mensonges sur le riz doré, 12 Février 2019

Bande dessinée « Seeds in Resistance », 14 Mars 2019

Cultures biofortifiées ou biodiversité ? La bataille pour de véritables solutions à la malnutrition a commencé, 04 Juin 2019

Quel est le problème avec la biofortification ? La bataille pour de véritables solutions à la malnutrition a commencé, 11 Juillet 2019

Standardising seeds narrows diversity, 5 Septembre 2019

L'Asie sous la menace de l'UPOV 91, 3 Décembre 2019

La souveraineté alimentaire pour lutter contre la crise climatique

La souveraineté alimentaire est la seule solution au chaos climatique pour l'Afrique, 31 Juillet 2019

L'industrie agroalimentaire doit céder la place aux vraies solutions à la crise climatique, 25 Septembre 2019

Dutch farmer protests signal need for deep solutions to the climate crisis, 10 Octobre 2019

Defending food sovereignty in the digital era, 18 Novembre 2019

L'accord commercial UE-Mercosur va intensifier la crise climatique due à l'agriculture, 26 Novembre 2019

Clima, tierra y soberanía: narrativas climáticas sobre los territorios del sur global, 29 Novembre 2019

Communications, travail de sensibilisation et développement organisationnel

Lancement de grain.org, 04 Mars 2019

Rapport d'activité GRAIN 2018, 11 Avril 2019

Magazine Biodiversidad

Biodiversidade #97 / 2018-3, 16 Janvier 2019

Biodiversidade #98 / 2018-4, 16 Janvier 2019

Biodiversidad #99, 30 Janvier 2019

Biodiversidad #100, 24 Avril 2019

Biodiversidad #101, 29 Juillet 2019

Biodiversidad #102, 11 Novembre 2019

Soberanía Alimentaria magazine

#34: *Políticas alimentarias municipales: resultados y reflexiones*, Spring 2019

#35: *Pueblos de montaña*, Summer 2019

#36: *Extrema derecha, agricultura y medio rural*, Fall 2019

Supermarket Watch Asia Bulletin

#13: Supermarchés et supérettes : la pollution plastique persiste, 28 Février 2019

#14: Quelle est la place des petits agriculteurs et commerçants dans le monde du marketing numérique ?, 20 Mai 2019

#15: Reflections from India and Thailand on the modern retail invasion, 26 Août 2019

#16: Black Diwali: E-commerce eats away at the livelihoods of small retailers, 26 Novembre 2019

Photo de quatrième de couverture : Des piments espagnols pendus au Mercado de la Boqueria à Barcelone



Bureau de la coordination de GRAIN :
Girona 25 ppal., 08010 Barcelone, Espagne

Tél : +34 93 301 1381

Email: grain@grain.org

www.grain.org | twitter.com/grain_org | facebook.com/GRAIN.org

instagram.com/grain_org